



**UNION D' ACTIONS POUR LES INITIATIVES
DE DEVELOPPEMENT
UAID/asbl**

Tél : + 243 898098470, + 243 813515849, + 243 997534462, + 243 992418586
E-mail : uaidcord@gmail.com, uaidcp@gmail.com

*Promotion de la bonne gouvernance, droits humains, développement durable
et réinsertion sociale*

N°/ Réf : 02/UAID/C.A/ 017

Goma, February 11, 2017

Subject:

The impact of Section 1502
of the Dodd Frank Act

To the Members of the US Senate in
Washington DC

Dear Senators,

We have the great honor to contact you to give our point of view on the impact of Section 1502 of the Dodd Frank Act.

As a member organization of the environmental protection, mining and the oil industry group in North Kivu Provincial Civil Society Coordination (*Coordination Provinciale de la Société Civile du Nord-Kivu*) in eastern Democratic Republic of Congo (DRC) we have participated in multiple activities related to the legal and social impacts of Section 1502. Among others, these activities include implementation of the Extractive Industries Transparency Index (EITI), mineral traceability and the OECD Due Diligence Guidance.

Due to this work, several mining companies and miners' cooperatives have already begun to conform to the standards. Subsequently, we have recorded significant advances the results of which are:

- The certification and validation by the DRC of many mining sites to international standards;
- Regional certification of minerals (tin, tungsten, tantalum or 3Ts);
- Improved control of the upstream and downstream mineral supply chain;
- Discouragement of certain armed groups present in high-risk zones leading to elimination of criminal activities linked to mineral exploitation.

For these reasons, we would like to thank U.S. Senators for bringing into law Section 1502 which is worth its weight in gold. It should be supported by all in the

U.S. Senate as the maintenance of Section 1502 will support democracy and peace in developing countries. To repeal the law would be to light a fire under progress already made in the ground in eastern DRC and in the African Great Lakes region, which are victims of bad governance of natural resources.

Aware of the great spirit of the American people in working towards the well-being of humankind we ask you to do your part to maintain Section 1502 of the Dodd Frank Act. We thank you in advance for your support.

Yours truly,

For the NGO UAID
Aaron BYAMUNGU WA NYAMULAA
Chairman of the Board

C.C.: North Kivu Civil Society Coordination in **Goma**

[Translator's note: This is a translation from the original French letter. In cases where any differences occur between the English version and the original French version, the French version shall prevail.]

(French version below)



UNION D' ACTIONS POUR LES INITIATIVES DE DEVELOPPEMENT

UAID/asbl

Tél : + 243 898098470, + 243 813515849, + 243 997534462, + 243 992418586
E-mail : uaidcord@gmail.com, uaidcp@gmail.com

*Promotion de la bonne gouvernance, droits humains, développement durable
et réinsertion sociale*

N°/ Réf : 02/UAID/C.A/ 017

Goma, le 11 Février 2017

Objet : Point de vue sur
l'impact de la section
1502 de la loi Dodd
et Frank

A l'intention des Membres du
Sénat Américain à **Washington DC**

Messieurs les Sénateurs,

Nous avons l'insigne honneur de vous approcher en vue d'exprimer ce dont l'objet est repris en marge.

En effet, en tant qu'une organisation membre de la thématique protection de l'environnement, mines et hydrocarbure de la Coordination Provinciale de la Société civile du Nord-Kivu à l'Est de la RDC et ayant participé aux plusieurs activités découlant des effets juridico-sociaux de la dite loi entre autre la mise en œuvre des mécanismes de l'Initiatives pour la Transparence des Industries Extractives, la Traçabilité et les Principes directeurs de guide de l'OCDE ainsi à travers celle-ci, plusieurs Entreprises minières et ou les Coopératives minières commencé déjà de se conformer et par la suite nous avons enregistré des avancées significatives dont les résultants ci-après suivent:

- La qualification et validation par la RDC des plusieurs sites minières au standard international ;
- L'approvisionnement des substances minérales de (3T) par une certification régionale ;
- Permettre le contrôle de la chaîne d'exploitation des minerais en amont et en aval ;
- Anéantir la criminalité liée à l'exploitation minière des ressources naturelles tout en décourageant certains groupes armés disséminés dans les zones en haut risque.

C'est pourquoi, nous tenons à remercier les Sénateurs du Gouvernement Américain d'avoir légiféré cette disposition de la section 1502 qui fait son pesant

d'or et ceci nécessite l'appui de tous les Américain présent au congrès du sénat, vu que leurs accords porter sur la reconduction de la section 1502 serai soutenir la construction de la démocratie et la paix dans les Pays sous développer tandis que si une fois l'annulé s'est sera le faite d'allumer le feu sur cette construction déjà amorcé sur le terrain surtout à l'Est de la RDC et dans la région de grand lacs africains, victime de la mauvaise gouvernance du secteur des ressource naturelles.

Tenant compte de l'esprit humaniste qui caractérise les peuples américains pour leurs savoir-faire en faveur de bien-être de l'humanité cet ainsi que nous sollicitons de votre part la reconduction tacite, tout en vous remerciant d'avance de l'implication de tous en faveur de la section 1502 de Dodd et Frank, Veuillez agréer, Messieurs les Sénateurs ; l'expression de notre parfaite considération.

Pour l'ONG UAID
Aaron BYAMUNGU WA NYAMULAA

Président du C.A

C.C : Coordination de la Société civile du Nord-Kivu à **Goma**